



Cultures & Conflits

17 | printemps 1995

Les processus de transition à la démocratie

Edito

Michel Dobry



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/324>

DOI : 10.4000/conflits.324

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 15 mai 1995

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Michel Dobry, « Edito », *Cultures & Conflits* [En ligne], 17 | printemps 1995, mis en ligne le 15 mars 2006, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/324> ; DOI : 10.4000/conflits.324

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

Creative Commons License

Edito

Michel Dobry

1 LES PROCESSUS DE TRANSITION A LA DEMOCRATIE

2 L'orientation de ce numéro de Cultures & Conflits résulte d'une préoccupation : contribuer à un nécessaire retour réflexif sur l'état actuel des recherches sur les « transitions » à la démocratie. Ces recherches, on le sait, se sont considérablement développées avec les basculements politiques intervenus en 1989 en Europe centrale et orientale, débordant vite la communauté restreinte des spécialistes de la « transitologie », qui avaient jusque là travaillé plutôt sur des processus affectant le sud de l'Europe et l'Amérique Latine, et celle des spécialistes des « aires culturelles » concernées, traumatisés, pour une large part, moins sans doute par les difficultés qu'ils rencontraient pour rendre raison de ces processus dans le cadre de leurs paradigmes ordinaires - à cet égard, le jeu a souvent consisté à suggérer que leurs compétiteurs internes à la « soviétologie » ne s'en étaient pas mieux sortis qu'eux mêmes - que par les perspectives sombres que ces basculements semblaient laisser entrevoir pour l'avenir de leur spécialité académique et des ressources qui leurs sont attribuées. Ces dernières années, ces recherches se sont en outre étendues à nombre de pays asiatiques et africains, parallèlement à ce qui semble devoir constituer, non sans ambiguïté, une des plus importantes poussées ou « vagues » de démocratisation de ce siècle. Or ce développement n'a probablement fait qu'accentuer les difficultés propres à ce domaine de recherche.

3 Le flou de la notion de « transition » n'est certainement pas ici seul en cause. Ce flou provient largement du fait qu'on a affaire d'abord, qu'on le veuille ou non, à un concept de la pratique, un concept forgé à d'autres fins que celles de la connaissance. A ce trait assez banal dans les sciences sociales vient se superposer une autre source d'embarras, le caractère intrinsèquement téléologique de l'idée de « transition à la démocratie ». La difficulté pourrait sembler sans gravité, chacun pressentant aujourd'hui qu'il n'est pas toujours certain que les points d'aboutissement des processus que désigne le terme de « transition » correspondent nécessairement à la démocratie telle qu'on la perçoit ordinairement dans nos « vieilles » démocraties occidentales. Ceci, nous le « savons »

d'une certaine manière, et, sur d'autres modes, les acteurs de ces processus le « savent » aussi. Malheureusement ce savoir là est le plus souvent couplé à la tentation, naïve à coup sûr, mais multiforme, omniprésente et tenace, de vouloir discerner une voie idéale - « the one best way » - du cheminement de la démocratie. Pareille tentation, sous ses diverses variantes, aboutit toujours à concevoir les trajectoires historiques des « transitions » en termes de séquences typiques de phases, étapes ou événements. Avec pour sous-produit une proposition théorique qui, au moins en pointillé, parcourt et structure l'essentiel de la « transitologie » actuelle : les « dilemmes », « problèmes » ou « défis » de la démocratisation devraient être abordés et résolus les uns après les autres, en prenant le temps, si possible à la manière de la trajectoire - passablement idéalisée parfois - du passage à la démocratie de la Grande-Bretagne¹. Dès lors, les chances de l'implantation de la démocratie dans une société donnée seront mesurées, selon ce point de vue, à l'écart observable par rapport à cette voie idéale (que l'on substitue l'Espagne à la Grande Bretagne ne change en fait rien à l'affaire).

- 4 Il faut le souligner avec force : il n'y a pas « d'histoire naturelle » propre à la construction démocratique, il n'y a pas de lois de développement historique menant de telles « pré-conditions » ou « codes génétiques » à la démocratie en passant par telle ou telle étape supposée « nécessaire ». Ceci est vrai même en ce qui concerne les valeurs plus ou moins partagées par les sociétés en « transition », même en ce qui concerne leurs « cultures politiques » particulières. Quels que soient les trajectoires historiques des démocratisations, leurs temporalités et la place de la violence en leur sein, leur caractère endogène ou exogène (etc.), une conclusion simple s'impose en effet : on construit la démocratie avec des gens qui ne « croient » pas tous - dans nombre de cas il s'agit là d'un euphémisme audacieux - dans la démocratie. Le trait fondamental de toute « consolidation » effective de la démocratie se situe dans l'émergence d'un jeu dans lequel il est devenu trop risqué, trop dangereux, sans bénéfices anticipables, de jouer un autre jeu que le jeu de la démocratie. Et ce quelles que soient les valeurs, attitudes croyances « profondes » ou « culture politique » des acteurs de ces processus. L'émergence de ce type de situation est, d'ordinaire, le résultat plus ou moins aléatoire, non nécessaire, du chaos historique. C'est pourquoi il ne faut pas s'inquiéter à l'excès de ce qu'on ait eu affaire dans, par exemple, les cas des « transitions » en Europe centrale et orientale, à des contextes où la démocratie est apparue, comme on l'a souvent dit, « sans alternative ».
- 5 Il nous faut dès lors mettre aussi à distance tout ce que la notion de « transition » peut avoir d'unificateur et d'homogénéisant vis à vis des processus qu'elle cherche à désigner. A l'ambition ultime de la « transitologie » (même si celle-ci n'est parfois que très timidement affirmée) - construire une « théorie de la transition » - il me semble plus sage de substituer un autre objectif, plus réaliste : identifier dans ces processus certains objets empiriques et certains problèmes sur lesquels les sciences sociales peuvent offrir quelque prise. Qu'on me permette deux exemples qui ont trait à l'Europe centrale et orientale. Ainsi, il ne suffit pas de noter que ces processus ne se limitent pas à de simples ruptures politiques et qu'ils tendent lourdement à affecter l'ensemble des rapports sociaux et pratiquement l'ensemble de sphères sociales, champs ou secteurs différenciés des sociétés concernées (il s'agit bien, en ce sens, de véritables « révolutions sociales »). C'est que ces processus ont en outre pour trait commun, même si ce dernier n'est qu'inégalement affirmé, de représenter une entreprise de passage politique à l'économie de marché, une entreprise sans précédent historique à cette échelle - si l'on met à part peut être le cas du Japon au siècle dernier, c'est à dire dans une configuration très différente de l'économie

mondiale - et à ce rythme. Seconde caractéristique : certes nous avons affaire à des processus situés historiquement et façonnés par l'histoire des sociétés qui en sont les sites. Mais ces processus manifestent aussi une très grande ambiguïté vis à vis de l'héritage du passé de ces sociétés et tout d'abord vis à vis de leur passé récent. Cette ambiguïté se traduit sans doute le plus visiblement par l'ambivalence des identifications de larges segments sociaux déchiffrable jusque dans les résultats des compétitions électorales de ces dernières années. Mais il s'agit aussi et surtout de prendre pleinement au sérieux dans l'analyse l'ampleur des changements structurels que la mise en place des systèmes communistes a entraînés pour ces sociétés (tout comme les changements produits par la « sortie » de ces systèmes). C'est là l'un des facteurs qui devraient nous conduire à modifier sensiblement le regard historique que nous portons sur les « transitions » ; cette observation permet de pointer aussi bien les illusions associées aux multiples hypothèses sur « l'effet de glaciation » des systèmes communistes sur ces sociétés, leurs clivages, structures sociales, cultures ou traditions politiques, que certaines limites de l'analyse de ces processus d'un point de vue privilégiant à l'excès la longue durée.

- 6 Plus globalement, on discerne sans doute à ces quelques brèves observations que l'analyse des processus de transition requiert une véritable normalisation méthodologique. Une triple normalisation en fait. La première normalisation concerne un aspect crucial des théories de la « transition ». En effet c'est devenu presque un lieu commun parmi les spécialistes de ce domaine de recherche d'ériger en postulat que : « Normal social science methodologies do not apply to regime crisis and regime transitions in general. Structural explanations for behavior and performance become as it were suspended »². La logique intellectuelle de cette forme d'illusion - l'illusion héroïque - tend à disqualifier comme non pertinentes toutes les approches de ces processus et conjonctures en termes de structures (ces approches ne seraient adaptées qu'aux contextes de stabilité !), les transitions ne devenant, elles, explicables ou intelligibles qu'en termes de choix ou de décisions des acteurs. Il s'agit là, peut être, d'une illusion nécessaire à la pratique des acteurs ; pour les spécialistes des sciences sociales, elle est dangereuse : elle conduit à ne rien saisir ni à ce que deviennent les structures, aux transformations qui les affectent, ni, davantage, aux choix, aux décisions, à la manière dont ces transformations tendent à façonner perceptions, définitions des situations et calculs des acteurs des transitions³.
- 7 Il s'agit ensuite - mais le mouvement est déjà bien engagé - de rompre avec les fortes traditions de recherche isolant l'analyse des systèmes autoritaires des paradigmes et débats « ordinaires » de la science politique et de la sociologie. Le fréquent présupposé - et argument - d'exceptionnalisme, qui a constitué notamment, on le sait, s'agissant des systèmes de type soviétique, l'une des grandes faiblesses des théories du totalitarisme (lesquelles soulignaient imprudemment l'extrême solidité prêtée à ces systèmes et « l'impossibilité » radicale d'une dynamique de rupture interne), peut revêtir aujourd'hui d'autres habits. Ceux en particulier de la tentation, qui est souvent le penchant presque professionnel de nombre de spécialistes d'« area studies », de tout rapporter ou presque, sans aucune inquiétude pour le lourd déterminisme qu'ils mettent ainsi en scène, aux immuables spécificités culturelles prêtées à chacune des sociétés.
- 8 La nécessité d'un troisième type de normalisation vient de ce que, lorsqu'il s'agit de penser les « transitions à la démocratie », nos yeux se portent spontanément très haut, vers les processus de « decision making », vers les grands hommes et leurs choix ou orientations, vers les valeurs, bien sûr, et aussi vers les grandes causes, censées seules

produire de grands effets. Et moins facilement vers ce que font les gens, y compris les gens d'« en « bas ». Au risque de perdre contact avec ce dont sont largement « faits » les phénomènes analysés, ce qu'ils peuvent avoir de décalé par rapport aux programmes ou aux décisions d'en haut, ce qu'ils ont souvent, au moins de ce point de vue, de non-intentionnel, d'incontrôlé et de composite, ce en quoi surtout leur consistance même, leur « contenu » si l'on veut, et leurs résultats sont aussi les produits de processus éclatés, multiples, hétérogènes affectant tant le « bas » de ces univers sociaux que leurs « hauteurs » et prenant souvent place dans ce qui se joue entre eux.

NOTES

1. Voir par exemple, pour une variante récente de ce type de proposition, Claus Offe, "Vers le capitalisme par construction démocratique ? La théorie de la démocratie et la triple transition en Europe de l'Est", *Revue française de science politique*, vol. 42, n° 6, décembre 1992, pp. 923-942.
 2. « Les méthodes habituelles d'analyse des sciences sociales ne s'appliquent pas généralement à un régime en crise ou en transition. Les explications structurelles du comportement, de l'activité sont comme suspendues », Giuseppe Di Palma, *To Craft Democracies. An Essay on Democratic Transitions*, Berkeley, University of California Press, 1990, p. 34 ; voir aussi, très proche de ce type de formulation, Guillermo O' Donnell et Philippe C. Schmitter, *Transition from Authoritarian Rule*, vol. 4, *Tentative conclusions about Uncertain Democracies*, Baltimore & London, The John Hopkins University Press, 1986 ; pour une critique plus développée de l'illusion héroïque à l'oeuvre dans l'analyse des conjonctures de "crise" ou d'ample fluidité politique, voir Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la FNSP, 1986, pp. 79-95.
 3. Il faut rappeler que l'illusion héroïque n'est en rien propre aux sociologues, politistes, historiens : elle est aussi et d'abord celle des acteurs, spécialement des stratèges des "révolutions" modernes. Elle correspond plus spécifiquement à un point de vue léniniste opposant les facteurs "objectifs" et les facteurs "subjectifs" des révolutions, la crise ou le moment révolutionnaire étant d'emblée pensé comme le règne des facteurs "subjectifs".
-

INDEX

Index chronologique : 1989

AUTEUR

MICHEL DOBRY

Professeur de science politique à l'Université Paris X Nanterre, Directeur de l'IPIE, URA-CNRS